

La réconciliation, impératif du second quinquennat d'Emmanuel Macron

Politique / Politique et institutions

Par [La rédaction de La Grande Conversation](#)

Publié le 25 avril 2022

Dans un discours de victoire sans triomphalisme, dimanche 24 avril au soir, Emmanuel Macron a annoncé un « changement de méthode » encore flou. Au-delà de cette promesse de tenir compte d'un électorat déçu et divisé, le Président réélu a-t-il pris la mesure de la mutation politique attendue?

Comme l'avaient suggéré toutes les enquêtes d'opinion depuis six mois, Emmanuel Macron a été réélu Président de la République. Pour la première fois en dehors d'une période de cohabitation, les Français ont renouvelé leur confiance au sortant.

Cet événement inédit aurait pu marquer le retour de la confiance en politique. Il n'en est rien. Parasitée par la crise Covid d'abord et la guerre en Ukraine ensuite, la campagne qui s'achève n'a permis de résoudre aucune des grandes questions qui se posent à notre pays. Elle n'aura pas non plus placé les Français face à deux options crédibles au second tour, tant la proposition de Marine Le Pen était insuffisante, contradictoire et caricaturale.

Cette première manche du cycle électoral qui prendra fin en juin prochain avec les élections législatives a cependant mis en lumière les fortes divisions du pays. Le premier tour de la présidentielle a révélé trois France qui s'ignorent et pourraient un jour s'affronter. Une France de la diversité, urbaine, jeune, attachée à la lutte contre les inégalités et pour le climat, qui a voté Jean-Luc Mélenchon. Une France de la ruralité et du périurbain, d'ouvriers et d'employés, de classes moyennes tenaillées par la peur du déclassement, inquiète de l'immigration et de l'effacement des valeurs traditionnelles, qui a voté Marine Le Pen. Et une France des diplômés, des cadres, des entrepreneurs, des retraités, urbaine et pro-européenne qui a voté Emmanuel Macron.

La dernière a beau être la plus nombreuse des trois – elle a même accru son socle de premier tour par rapport à 2017 – elle n'a pu l'emporter au second qu'en agrégeant des voix de barrage qui ne manqueront pas d'enfiler à nouveau des costumes d'opposant dès que l'occasion se présentera. La France d'Emmanuel Macron, ce sont environ 10 millions de Français au premier tour, soit un inscrit sur cinq...

Cette tripartition est en soi une nouveauté. Mais le plus préoccupant réside dans la dégradation des rapports sociaux qu'elle révèle. Les France mélenchoniste et lepéniste considèrent que la France macroniste les toise et les méprise. La question du respect et de la reconnaissance est au cœur de la colère politique qui s'est exprimée lors de cette campagne où l'écoute et le dialogue ont semblé encore plus absents que

d'habitude. Inversement, la France macroniste regarde les deux autres avec inquiétude : elle y voit, à des degrés divers, le risque d'un déraillement européen, d'une sortie de route géopolitique et d'un effondrement économique, voire d'une trahison de la République et des Lumières dans le cas lepéniste.

Or il est inimaginable que l'une de ces trois France gouverne contre les deux autres. C'est pourquoi Emmanuel Macron est confronté à la difficile question de la réconciliation. Et sa situation est paradoxale. Politiquement, il est le mieux placé pour tenter de réconcilier au moins partiellement ces trois France puisqu'il occupe une position centrale par rapport aux deux autres candidats. Mais personnellement, il est perçu, à tort ou à raison, comme un leader arrogant, sûr de lui, méprisant et qui gouverne seul, entouré d'un petit groupe de collaborateurs. C'est cette réputation qu'il va devoir faire mentir lors de son second mandat, en répondant à cette question que se posent beaucoup de Français : Emmanuel Macron est-il réformable?

Le premier chemin qu'il peut emprunter est celui d'une rupture claire avec le style de gouvernance de son premier mandat. Il l'a lui-même annoncé en promettant un changement de méthode. A la lumière de la situation politique, cette option prend la forme d'une impérieuse nécessité. Mettre au rancart Jupiter, la verticalité et le surplomb n'est pas chose facile, surtout quand on est le premier à avoir conquis un second mandat de cinq ans, qu'on est complètement libre puisque l'on ne peut pas se représenter et que la situation internationale risque d'exiger de fortes décisions. Il faudra cependant surmonter l'hubris de la victoire, résister à la pression des proches pour gouverner entre soi, baisser un peu la tête et consentir à la lenteur et aux aléas du dialogue et du compromis. Il faudra accepter de privilégier le collectif sur l'individuel. Et aussi dessiner plus nettement les contours de cette gouvernance partagée pour la rendre crédible auprès d'électeurs méfiants et défiants.

La première réforme qu'il doit mettre en chantier concerne les institutions. La crise de la représentation va atteindre son point culminant en juin, avec des élections législatives qui vont ressembler à une grande loterie nationale, à cause de la règle des 12,5 % des inscrits pour accéder au deuxième tour^①, et un niveau d'abstention qui pourrait dépasser la barre des 50%, déjà atteinte en 2017 (51,3%) : à ce compte-là, seuls pourront se qualifier pour le second tour les candidats qui auront réuni plus d'un quart des suffrages exprimés et si aucun d'entre eux n'y parvient les deux qui seront arrivés en tête au premier tour. Quel qu'en soit le résultat, ces élections accoucheront dans ces conditions d'une assemblée où les sensibilités politiques des Français seront très mal représentées. La distance entre le citoyen et le législateur en sera accentuée. L'instauration d'un scrutin de liste proportionnelle est la seule façon d'échapper à une situation de plus en plus dangereuse, où l'affrontement entre la rue et le pouvoir deviendrait le modèle canonique du débat et de la négociation politique en France. Mais elle ne pourra produire ses effets qu'à la prochaine échéance législative.

Les deux grands chantiers prioritaires, annoncés lors de sa campagne, la santé et l'éducation, doivent par ailleurs faire l'objet d'une méthodologie de réforme qui tranche nettement avec le modèle traditionnel français. Dans le champ scolaire, par exemple, il faut comprendre d'abord que le problème à résoudre n'est pas administratif mais relationnel. La note de Mélanie Heard et Marc Olivier Padis, [Pour une réforme non administrative de l'école](#), montre que le décrochage français s'explique par des variables comme la confiance en soi, la persévérance, les représentations de l'effort. L'absence de coopération entre les élèves, entre les parents et les enseignants et plus généralement entre tous les acteurs est à la racine des difficultés scolaires et de la défiance des enfants et des parents envers le système. Les pays scandinaves ont montré qu'il était possible d'agir politiquement dans ces domaines et d'y investir des moyens. Cela réclame un dialogue

entre toutes les parties prenantes, et une réforme faite d'expérimentations, de décentralisation, de respect du principe de subsidiarité et du rôle des territoires. Le pilotage de la réforme doit être partagé entre l'administration et la société civile, du début jusqu'à la fin.

Le champ scolaire ne doit pas être un cas isolé, pas plus que celui de la santé. Quelles qu'en soient les formes et les procédures (conventions citoyennes, conférence des parties, démocratie sociale, négociations sectorielles ou territoriales...), cette révolution de la gouvernance doit irriguer l'ensemble des grandes politiques du quinquennat : transition écologique, retraites, dépendance, réindustrialisation. C'est non seulement à la lumière des résultats, mais à l'aune des coopérations et des solidarités qu'ils auront mobilisées que l'on jugera la réussite ou l'échec de ce second mandat.

L'alternative à cette gouvernance « refondée » serait le bonapartisme, une gouvernance centralisée et fermée au nom de l'efficacité et de l'urgence. Dans les cercles du pouvoir, on entend parfois dire qu'il faut « réparer la France », comme si notre pays était une automobile, dont on soulève le capot pour changer le carburateur. C'est oublier l'essence même de la politique en démocratie, qui consiste à entendre les points de vue contradictoires et à trouver des solutions de compromis, bref à se gouverner collectivement. Si Emmanuel Macron fait l'impasse sur le corps social, le désir de reconnaissance et de participation, et oublie le quotient émotionnel, il vivra peut-être l'humiliation suprême dans cinq ans de devoir accueillir, sur le perron de l'Élysée, un ou une successeur nationaliste et/ou populiste.

Notes

① Gérard Grunberg, Jean-Louis Missika, 12,5%, ou le parlement impossible, Telos, 7 avril 2021